

Les dirigeants et les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine se réjouiront du fait que les risques de guerre nucléaire entre les superpuissances ne sont plus aussi grands. Ils se demanderont si le réchauffement des relations entre l'Est et l'Ouest et le ralentissement de la concurrence américano-soviétique dans leurs propres régions déboucheront sur une analyse plus constructive de leurs problèmes ou, au contraire, sur une marginalisation encore plus poussée du tiers-monde. Si cette dernière éventualité se concrétise, il en résultera une intensification du pernicieux trafic de drogues, la dégradation mondiale de l'environnement s'accroîtra, et le terrorisme international prendra encore plus d'ampleur. L'approfondissement du sentiment d'aliénation dans le tiers-monde, la prise de conscience y étant de plus en plus généralisée, l'accès des pays en développement à la technologie et la vulnérabilité des sociétés industrialisées modernes, voilà autant d'éléments qui, combinés les uns aux autres, pourraient bien représenter dans l'avenir une menace primordiale pour la sécurité.

Pacification et maintien de la paix par l'ONU : la porte s'ouvre sur de nouveaux défis

La bienveillance et la coopération des superpuissances ont, au cours des deux dernières années, permis aux Nations-Unies de mieux jouer leur rôle d'agent de pacification et de maintien de la paix en Iran-Iraq, en Afghanistan, en Namibie et peut-être bientôt en Amérique centrale et même au Cambodge. Ce rôle, que le Canada avait inventé puis appuyé, était quelque peu tombé en désuétude (même si plusieurs forces de maintien de la paix étaient déployées), mais il a acquis une nouvelle envergure et une nouvelle vigueur dans le climat international qui règne maintenant. Aucun autre pays n'est mieux placé que le Canada, surtout pendant son mandat au sein du Conseil de sécurité, pour guider les efforts de ceux qui, profitant de la conjoncture favorable, voudront institutionnaliser les nouveaux mécanismes.

Comme les événements du 1^{er} avril 1989 l'ont montré en Namibie, quand une des opérations les plus vastes et les plus importantes jamais montées par l'ONU a failli avorter, il importe de renforcer considérablement les mécanismes politiques et techniques dont l'ONU dispose pour les opérations de ce genre. Chaque nouvelle opération comportera toujours des problèmes particuliers, et la contrainte qu'est le temps sera toujours présente, mais les événements de Namibie ont indéniablement révélé qu'il faut au Secrétaire général plus de moyens et de pouvoirs permanents pour planifier, préparer et mener à bien les activités de l'ONU. Il lui faut aussi assez d'influence politique pour pouvoir surmonter les obstructions inutiles à New York et, à tout le